

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 87 — 1068

16 JUIN 1987. — Loi modifiant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 et les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1er des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, modifié par la loi du 1er décembre 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Pour l'application de la présente loi, les expressions suivantes sont définies comme suit :

1° la levée est l'ensemble des miliciens appelés à participer à la formation du contingent annuel;

2° la classe est l'ensemble des miliciens de la même levée désignés pour le service;

3° la classe d'âge est celle qui porte le millésime de l'année pendant laquelle le milicien atteint 19 ans;

4° le contingent est l'ensemble des miliciens de la même classe remis à l'autorité militaire pour accomplir le service militaire;

5° l'inscrit est le milicien porté sur les listes de milice et qui ne figure pas au registre des réfractaires et des insoumis;

6° le réfractaire est le milicien qui, n'ayant pas été inscrit en temps utile sur les listes de milice, est porté au registre des réfractaires et des insoumis;

7° l'insoumis est le milicien qui est porté au registre des réfractaires et des insoumis parce qu'il ne s'est pas présenté en temps utile soit au centre de recrutement et de sélection, soit à l'examen médical à subir à l'étranger, soit au conseil de révision lorsqu'il y est renvoyé, soit à un examen médical ou à une mise en observation ordonné par ce conseil;

8° le sursis est le transfert du milicien à la levée suivante pour une des causes morales déterminées par la loi;

9° l'ajournement est le transfert du milicien à la levée suivante pour une des causes physiques déterminées en vertu de la loi;

10° l'exemption est l'affranchissement de toute obligation militaire en temps de paix et en temps de guerre;

(1) Session 1986-1987.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 370-1 du 8 octobre 1986. — Avis (Commission de la Défense), n° 370-2. — Rapport, n° 370-3. — Amendements, n°s 370-4 à 15.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances du 28 et du 29 janvier 1987. — Adoption. Séance du 12 février 1987.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 768-1. — Amendements, n°s 768-2 à 8. — Rapport, n° 768-9.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 10 juin 1987. — Adoption. Séance du 11 juin 1987.

Voir aussi :

Session 1985-1986.

Chambre des représentants.

Propositions de loi n°s 13-1, 36-1 et 250-1.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 87 — 1068

16 JUNI 1987. — Wet houdende wijziging van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962 en van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° lichtung : de gezamenlijke dienstplichtigen die in aanmerking komen om deel te nemen aan de vorming van het jaarcontingent;

2° klasse : de gezamenlijke, voor de dienst aangewezen dienstplichtigen van een zelfde lichtung;

3° leeftijdsklasse : de klasse genoemd naar het jaar waarin de dienstplichtige de leeftijd van 19 jaar bereikt;

4° contingent : de gezamenlijke, tot dezelfde klasse behorende dienstplichtigen die voor het vervullen van de militaire dienst ter beschikking van de militaire overheid zijn gesteld;

5° ingeschrevene : de dienstplichtige die op de militielijsten is geplaatst en niet is ingeschreven in het register van de wederspanningen en dienstweigerers;

6° wederspanning : de dienstplichtige die niet te rechter tijd op de militielijsten is ingeschreven en daarom in het register van de wederspanningen en dienstweigerers is opgenomen;

7° dienstweigerer : de dienstplichtige die in het register van de wederspanningen en dienstweigerers is opgenomen omdat hij zich niet tijdig heeft aangemeld, hetzij in het rekruterings- en selectiecentrum, hetzij voor de keuring in het buitenland, hetzij bij de herkeuringsraad wanneer hij daarnaar verwezen is, hetzij voor een door deze raad gelaste keuring of inobservatiestelling;

8° uitstel : de overbrenging, op een van de bij de wet bepaalde morele gronden, van de dienstplichtige naar de volgende lichtung;

9° voorlopige afkeuring : de overbrenging, op een van de bij de wet bepaalde lichamelijke gronden, van de dienstplichtige naar de volgende lichtung;

10° vrijstelling : het vrijstellen van enige militaire verplichting in vredes- en oorlogstijd;

(1) Zitting 1986-1987.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 370-1 van 8 oktober 1986. — Advies (Commissie Defensie), nr. 370-2. — Verslag, nr. 370-3. — Amendementen, nrs. 370-4 tot 15.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zittingen van 28 en 29 januari 1987. — Aanneming. Zitting van 12 februari 1987.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de senaat, nr. 768-1. — Amendementen, nrs. 768-2 tot 8. — Verslag, nr. 768-9.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Zitting van 10 juni 1987. — Aanneming. Zitting van 11 juni 1987.

Zie ook :

*Zitting 1985-1986.*Kamer van volksvertegenwoordigers.
Wetsvoorstellen nrs. 13-1, 36-1 en 250-1.

11° la dispense est l'exonération du service actif en temps de paix accordée pour cause morale;

12° la libération est l'exonération du service actif en temps de paix accordée aux miliciens reconnus aptes au service et appartenant à une levée antérieure à celle de 1987 dans la mesure où leur nombre excédait le contingent;

13° l'engagement est l'acte par lequel le citoyen belge de sexe masculin ou féminin s'oblige à effectuer des services dans l'armée en qualité de militaire des cadres actifs;

14° le rengagement est l'acte par lequel le militaire des cadres actifs ou le milicien qui accomplit ou a accompli son terme de service actif s'oblige à effectuer une nouvelle période de service. »

Art. 2. Dans l'intitulé du chapitre II des mêmes lois, les mots « et de l'affectation à la protection civile » sont supprimés.

Art. 3. Sont abrogés dans les mêmes lois :

— l'article 2, § 5;

— l'article 3, § 5, modifié par la loi du 1er décembre 1976.

Art. 4. L'article 4, § 2, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Celui qui devient belge entre 16 et 33 ans, s'il ne peut plus participer aux opérations de la levée à laquelle son âge le rattache, est inscrit sur les listes de milice de la levée en cours ou, s'il ne peut plus participer aux opérations de cette levée, sur les listes de milice de la levée suivante. »

Art. 5. L'article 7, § 2, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le réfractaire, son père, sa mère ou son représentant légal peut introduire un recours auprès du Ministre de l'Intérieur.

Le Ministre de l'Intérieur ou le fonctionnaire qu'il délègue apprécie les motifs d'excuse invoqués.

Si le recours est accueilli, l'intéressé est rayé du registre des réfractaires et des insoumis et inscrit sur les listes de milice de la levée en cours. S'il a déjà comparu au centre de recrutement et de sélection, il suit le sort des miliciens avec lesquels il a comparu. »

Art. 6. Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre IV, section II, des mêmes lois est remplacé par l'intitulé suivant :

« Afdeling II. — Vervroegde oproeping ».

Art. 7. L'article 9, alinéa 2, des mêmes lois est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les dispositions de la section III, à l'exception de l'article 11, et des sections IV et VI du présent chapitre ne sont pas applicables au milicien qui demande ou est admis à servir par devancement d'appel. »

Art. 8. L'article 10 des mêmes lois, modifié par les lois des 4 juillet 1964, 1er décembre 1976 et 19 juillet 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. § 1er. Aussi longtemps qu'il est appelé à former le contingent d'une levée portant le millésime d'une des années pendant lesquelles il atteint l'âge de 19 à 23 ans, l'inscrit est en droit d'obtenir un sursis, le rattachant chaque fois à la levée suivante, s'il réunit une des conditions fixées ci-après :

1° Celui qui est l'indispensable soutien de ses père et mère ou de l'un d'eux, ou, si ceux-ci sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux, ou d'un ou plusieurs frères ou sœurs orphelins.

Est assimilée au père ou à la mère, la personne qui a le milicien orphelin ou abandonné à sa charge depuis quatre ans au moins lorsque ce dernier atteint l'âge de dix-huit ans.

Pour qu'un milicien soit reconnu indispensable soutien de famille, il faut à la fois :

a) que l'appoint de ses ressources professionnelles soit indispensable pour assurer l'entretien de la famille;

b) que le père ou la mère, l'aïeul ou l'aïeule soit décédé ou ait atteint l'âge de 60 ans;

c) que les ressources cumulées du père et de la mère, ou des personnes y assimilées ou des aïeuls ou des frères et sœurs orphelins, n'excèdent pas la somme de 240 000 francs, augmentée d'un quart par personne à charge, au sens des dispositions légales concernant l'impôt des personnes physiques ou du montant des allocations familiales immunisé dudit impôt pour les personnes à charge à l'égard desquelles ce montant excède le quart. Pour chaque levée à partir de la levée de 1989, le montant précité est adapté sur base de l'indice

11° vrijlating : het vrijlaten van de werkelijke dienst in vredestijd; zij wordt verleend op morele grond;

12° ontheffing : het ontheffen van de werkelijke dienst in vredestijd; zij werd verleend aan de voor de dienst geschikt bevonden dienstplichtigen die tot een vroegere lichte dan die van 1987 behoren voor zover hun aantal het contingent overschreed;

13° dienstneming : de handeling waarbij een Belgisch burger van het mannelijk of het vrouwelijk geslacht zich verbindt om als militair van de actieve kaders diensten bij het leger te vervullen;

14° wederdienstneming : de handeling waarbij een militair van de actieve kaders of een dienstplichtige die zijn werkelijke diensttermijn volbrengt of volbracht heeft, zich verbindt om een nieuwe dienstdienst te vervullen. »

Art. 2. In het opschrift van hoofdstuk II van dezelfde wetten worden de woorden « en indeling bij de burgerlijke bescherming » geschrapt.

Art. 3. In dezelfde wetten worden opgeheven :

— artikel 2, § 5;

— artikel 3, § 5, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976.

Art. 4. Artikel 4, § 2, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Wie Belg wordt tussen zijn 16e en 33e jaar wordt, zo hij niet meer in aanmerking komt voor de lichte waartoe hij door zijn leeftijd behoort, ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichte of, indien hij niet meer aan de verrichtingen van deze lichte kan deelnemen, op de militielijsten van de volgende lichte. »

Art. 5. Artikel 7, § 2, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De wederspanning, zijn vader, zijn moeder of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan daartegen in beroep gaan bij de Minister van Binnenlandse Zaken.

De Minister van Binnenlandse Zaken of de ambtenaar die hij machtigt, beoordeelt de aangevoerde gronden van verschoning.

Wordt het beroep toegewezen, dan wordt de betrokkene uit het register der wederspanningen en dienstweigeraars geschrapt en op de militielijsten van de lopende lichte ingeschreven. Indien hij reeds voor het rekruterings- en selectiecentrum is verschenen, wordt hij behandeld zoals de dienstplichtigen met wie hij verschenen is. »

Art. 6. In de Nederlandse tekst wordt het opschrift van hoofdstuk IV, afdeling II, van dezelfde wetten vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling II. — Vervroegde oproeping ».

Art. 7. Artikel 9, tweede lid, van dezelfde wetten wordt vervangen door het volgende lid :

« De bepalingen van afdeling III, met uitzondering van artikel 11, en van de afdelingen IV en VI van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de dienstplichtige die om vervroegde oproeping verzoekt of die tot vervroegde oproeping toegelaten wordt. »

Art. 8. Artikel 10 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1964, 1 december 1976 en 19 juli 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. § 1. Zolang de ingeschrevene in aanmerking komt voor het contingent van een lichte, genoemd naar een der jaren waarin hij de leeftijd van 19 tot 23 jaar bereikt, kan hij een uitstel verkrijgen waardoor hij telkens naar de volgende lichte overgaat, indien hij aan een der hierna gestelde vereisten voldoet :

1° De onmisbare kostwinner van vader en moeder of van één van beiden of, zo dezen overleden zijn, van zijn grootouders of van één van beiden, dan wel van één of meer verweerde broeders of zusters.

Met vader of moeder wordt gelijkgesteld degene die de verweerde of verlaten dienstplichtige sedert ten minste vier jaar te zijnen laste heeft op het ogenblik dat deze de leeftijd van achttien jaar bereikt.

Opdat een dienstplichtige als onmisbare kostwinner kan worden erkend, is tegelijkertijd vereist :

a) dat het ingebrachte bedrijfsinkomen voor het gezinsonderhoud onmisbaar is;

b) dat de vader of de moeder, de grootvader of de grootmoeder overleden is of de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt;

c) dat het samengevoegd inkomen van de vader en de moeder of van de daarmede gelijkgestelde personen, of van de grootouders of van de verweerde broeders of zusters, niet meer bedraagt dan 240 000 frank, verhoogd met één vierde per persoon ten laste overkomstig de wettelijke bepalingen inzake de personenbelasting of met het bedrag van de bij die belasting vrijgestelde kinderbijslag, voor de personen ten laste voor wie dit bedrag het vierde overschrijdt. Voor elke lichte vanaf de lichte 1989 wordt voormeld

général des prix à la consommation du mois d'octobre de la pénultième année précédant l'année de cette levée, l'indice général du mois d'octobre 1986 étant pris comme référence. Le montant ainsi adapté est arrondi au millier de francs supérieur.

Pour l'application de la disposition qui précède, les personnes dont les ressources sont cumulées avec celles du chef de famille sont toujours considérées comme étant à charge de celui-ci.

Les ressources à envisager sont celles de l'année civile antérieure à celle qui précède la date de l'introduction de la demande de sursis. Elles correspondent à l'ensemble des ressources nettes, celles-ci étant déterminées suivant les règles applicables à l'assiette de l'impôt des personnes physiques ou par analogie avec ces règles lorsqu'il s'agit de ressources non imposables.

Toutefois, le conseil de milice et le conseil supérieur de milice peuvent prendre en considération, soit les ressources de l'année civile qui précède la date de l'introduction de la demande, soit les ressources présumées de l'année en cours, s'il est établi qu'elles n'excèdent ou n'excéderont pas le montant visé au c.

Le Ministre de l'Intérieur détermine la forme de la déclaration des ressources à produire à l'appui des demandes, ainsi que les mesures à prendre pour en contrôler l'exactitude.

En cette matière, de même que pour la vérification des autres conditions déterminées au présent § 1er, 1^o, est levé le secret professionnel imposé aux fonctionnaires de l'administration des contributions directes en vertu des lois relatives aux impôts sur les revenus.

Les ressources de ceux qui ont leur résidence effective et habituelle à l'étranger peuvent être évaluées en tenant compte de la différence du pouvoir d'achat de la monnaie;

2^o Celui qui est indispensable aux besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale, à laquelle il se livre :

- a) pour le compte de ses parents;
- b) pour son propre compte;

3^o Les étudiants qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein dans un établissement d'enseignement belge ou étranger non visé au § 2, 1^o, de même que les jeunes gens qui sont liés par un contrat d'apprentissage conclu en vertu des dispositions légales ou réglementaires en vigueur en Belgique ou à l'étranger.

§ 2. Sont en droit d'obtenir des sursis comme il est prévu au § 1er, l'âge de 23 ans déterminant le millésime de la dernière levée étant toutefois porté à 25 ans :

1^o Les inscrits qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein, soit d'une université, soit d'un autre établissement d'enseignement supérieur organisé, reconnu ou subventionné par l'Etat, soit d'une université ou établissement d'enseignement supérieur étranger d'un niveau équivalent;

2^o Les officiers de marine, les élèves des écoles de navigation et des écoles de pêche, les mécaniciens, chauffeurs et matelots spécialisés de la marine de l'Etat, de la marine marchande et de la flotte de pêche.

§ 3. Cet âge est porté à 28 ans pour les inscrits qui suivent régulièrement les cours du jour à temps plein dans un établissement d'enseignement visé au § 2, dont le cycle d'études, y compris les spécialisations liées directement à ces études, comporte six ans au moins.

§ 4. Il est porté à 30 ans pour les inscrits qui se destinent à une œuvre de mission hors d'Europe ou tardivement au ministère ecclésiastique et suivent l'enseignement qui les y prépare.

§ 5. Il est porté à 32 ans pour les inscrits qui sont médecins et qui se spécialisent dans une branche de l'art de guérir.

§ 6. Les demandes de sursis, répondant aux conditions du § 1er, 3^o, et des §§ 2 à 5 et introduites durant les délais normaux, sont agréées par les commissaires d'arrondissement, sous réserve d'une décision contraire du Ministre de l'Intérieur intervenant dans le mois qui suit l'expiration des délais susvisés.

Art. 9. L'article 11 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. § 1er. L'inscrit qui, après l'expiration du délai imparti pour l'introduction des demandes de sursis, mais avant d'avoir achevé son terme de service actif, vient à remplir, par suite du décès d'un membre de la famille, les conditions déterminées à l'article 10, § 1er, 1^o, ou à l'article 12, § 1er, 1^o, a droit, selon le cas, à un sursis extraordinaire le rattachant à la levée suivante ou à une dispense. Lorsque le milicien, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis, la demande de sursis extraordinaire est considérée comme une demande de dispense.

bedrag aangepast op basis van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen van de maand oktober van het voorlaatste jaar dat aan het jaar van die lichte voorafgaat, waarbij het algemeen indexcijfer van de maand oktober 1986 als richtcijfer wordt genomen. Het aldus aangepast bedrag wordt tot op de naasthogere duizend frank afgerond.

Voor de toepassing van de voorgaande bepaling worden de personen wier inkomen met dat van het gezinshoofd wordt samengevoegd, steeds als ten laste van deze beschouwd.

Het in aanmerking te nemen inkomen is dat van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar vóór dat waarin de aanvraag om uitstel wordt ingediend. Het stemt overeen met het geheel van de netto-inkomsten, met dien verstande dat deze worden vastgesteld volgens de regels van toepassing op de zetting van de personenbelasting, of naar analogie van die regels, wanneer het niet belastbare inkomen betreft.

Nochtans zijn de militieraad en de hoge militieraad gerechtigd rekening te houden, hetzij met de inkomsten van het kalenderjaar dat voorafgaat aan de datum waarop de aanvraag is ingediend, hetzij met de vermoedelijke inkomsten van het lopende jaar wanneer bewezen is dat deze niet meer bedragen of zullen bedragen dan het bedrag bedoeld in c.

De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de vorm van de inkomstenaangifte, welke tot staving van de aanvragen dient te worden overgelegd, zomede de maatregelen om de waarachtigheid ervan te controleren.

Ten deze, evenals ten aanzien van het onderzoek der andere in deze § 1, 1^o, gestelde voorwaarden, is opgeheven het ambtsgeheim dat krachtens de wetten op de inkomstenbelastingen aan de ambtenaren van het bestuur der directe belastingen is opgelegd.

De inkomsten van hen die hun werkelijke en gewone verblijfplaats in het buitenland hebben, mogen geraamd worden, rekening houdende met het verschil van koopkracht van de munt;

2^o Hij die onmisbaar is voor een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf, dat hij uitoefent :

- a) voor rekening van zijn ouders;
- b) voor zijn eigen rekening;

3^o De leerlingen die regelmatig de volledige dagcursussen volgen in een Belgische of buitenlandse onderwijsinstelling die niet in § 2, 1^o, is bedoeld, alsook de jongeren die verbonden zijn door een leerovereenkomst gesloten overeenkomstig de in België of in het buitenland geldende wettelijke of verordenende bepalingen.

§ 2. Op uitstel zoals bepaald in § 1, hebben recht met dien verstande evenwel dat de leeftijd van 23 jaar, die het jaartal van de laatste lichte bepaalt, op 25 jaar wordt gebracht :

1^o De ingeschrevenen die regelmatig de volledige dagcursussen volgen, hetzij aan een universiteit, hetzij aan een andere door het Rijk georganiseerde, erkende of gesubsidieerde instelling van hoger onderwijs, hetzij aan een buitenlandse universiteit of gelijkwaardige instelling van hoger onderwijs;

2^o De zeeofficieren, de leerlingen van de zeevaart- en visserij-scholen, de vakbekwame machinisten, stokers en matrozen van de Staatsmarine, de koopvaardijvloot en de vissersvloot.

§ 3. Deze leeftijd wordt gebracht op 28 jaar voor de ingeschrevenen die regelmatig de volledige dagcursussen volgen aan een onderwijsinstelling bedoeld in § 2, waarvan de studiecycclus met inbegrip van de specialisaties die rechtstreeks verband houden met deze studie, ten minste zes jaar bedraagt.

§ 4. Hij wordt gebracht op 30 jaar voor de ingeschrevenen die zich op missiewerk buiten Europa of laat op het geestelijk ambt voorbereiden en het onderwijs volgen dat hen daartoe opleidt.

§ 5. Hij wordt gebracht op 32 jaar voor de ingeschrevenen die geneesheer zijn en die zich specialiseren in een tak van de geneeskunde.

§ 6. De aanvragen om uitstel die voldoen aan de voorwaarden van § 1, 3^o, en van de §§ 2 tot 5, en die ingediend zijn tijdens de normale termijnen, worden ingewilligd door de arrondissementscommissarissen, behoudens andersluidende beslissing van de Minister van Binnenlandse Zaken binnen de maand na het verstrijken van bovenbedoelde termijnen.

Art. 9. Artikel 11 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. § 1. De ingeschrevene die na het verstrijken van de termijn gesteld voor de indiening van de aanvragen om uitstel, maar vóór de beëindiging van zijn werkelijke dienststermijn, ingevolge het overlijden van een gezinslid, de bij artikel 10, § 1, 1^o, of bij artikel 12, § 1, 1^o, gestelde voorwaarden vervult, heeft recht, naar gelang van het geval, op een buitengewoon uitstel, waardoor hij naar de volgende lichte overgaat, of op een vrijlating. Wanneer de dienstplichtige wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen, wordt de aanvraag om buitengewoon uitstel beschouwd als een aanvraag om vrijlating.

§ 2. Pour l'octroi de ce sursis ou de cette dispense, le conseil de milice et le conseil supérieur de milice peuvent avoir égard aux ressources présumées de l'année suivante.

§ 3. Si la demande, émanant d'un inscrit admis au devancement d'appel, est agréée, le sursis extraordinaire est accordé par dérogation aux dispositions de l'article 10, § 1er, avec la levée qui porte le millésime de l'année pendant laquelle il atteint l'âge de 18 ans.

Toutefois, une dispense éventuelle en application de l'article 12, § 1er, 5°, ne pourra être accordée qu'à partir de la levée qui porte le millésime de l'année pendant laquelle il atteint l'âge de 24 ans.

§ 4. Si l'intéressé est compris dans le contingent d'une levée ultérieure, il lui est tenu compte du temps qu'il aurait déjà passé sous les armes. »

Art. 10. L'article 12 des mêmes lois, modifié par les lois des 15 juillet 1974, 30 juillet 1974, 1er décembre 1976, 17 décembre 1979 et 9 juillet 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. § 1er. Est en droit d'être dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de la levée en cours :

1° L'inscrit resté veuf avec un ou plusieurs enfants;

2° L'inscrit qui, avant l'âge de 24 ans, a au moins un enfant à charge, légitime ou y assimilé au sens de l'article 17, § 1er, 2°, qui est l'indispensable soutien de son ménage et qui n'est pas porteur du diplôme de candidat en sciences médicales;

3° L'inscrit qui a au moins cinq frères ou sœurs en vie, à condition qu'aucun frère n'ait déjà bénéficié, comme membre d'une famille nombreuse, de la libération ou de la dispense en temps de paix.

Toutefois, un second membre de la famille est en droit d'obtenir la dispense pour ce motif, à condition que le premier bénéficiaire soit décédé ou ait renoncé au bénéfice de cette dispense.

Si ces conditions sont remplies par plusieurs frères appartenant à la même levée et faisant valoir valablement leurs droits, la dispense n'est accordée qu'à l'aîné;

4° L'inscrit dont deux frères ou sœurs ont accompli leur service actif.

Sont considérés comme ayant accompli leur service actif, les frères ou sœurs qui sont en activité de service en application des articles 2bis, 66, § 1er, alinéa 1er, ou 87, ou qui, pendant ou après l'accomplissement de ce service, ont été envoyés en congé illimité ou définitif, ont été mis en disponibilité, ont été réformés pour maladie ou infirmité ou sont décédés dans une de ces situations.

Est également considéré comme service de frère, le fait que les père, mère, frère ou sœur du milicien :

a) en qualité de militaires ou de résistants ont été tués au cours des opérations de guerre ou sont morts à la suite, soit de blessures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service militaire pendant la guerre ou dans la résistance;

b) en qualité de prisonniers de guerre, prisonniers politiques ou déportés, sont morts au cours ou à la suite de leur internement ou de leur déportation;

c) en raison de leur attitude patriotique ont été assassinés par des partisans ou des agents de l'ennemi;

d) ont été exécutés par l'ennemi;

e) ont subi comme prisonniers politiques une détention de six mois au moins;

f) ont subi comme prisonniers de guerre une captivité de neuf semestres au moins;

g) jouissent, en qualité de bénéficiaires d'une des dispositions légales ou réglementaires, d'une pension pour une invalidité de 66 p.c. au moins, due à des faits de guerre ou assimilés.

N'est pas considéré comme service de frère :

a) le fait qu'un frère a acquis la qualité de militaire au centre de recrutement et de sélection et a été renvoyé dans ses foyers en attendant son appel sous les armes pour accomplir son terme de service actif, sauf s'il est décédé dans cette situation;

b) le fait qu'un frère milicien ait obtenu au cours de son terme de service actif un ou plusieurs congés d'urgence prévus à l'article 72 pour une durée dépassant la moitié du terme auquel il était astreint;

5° L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui remplit les conditions déterminées à l'article 10, § 1er, 1°, ou à l'article 11;

§ 2. Inzake het verlenen van dat uitstel of van die vrijlating zijn de militieraad en de hoge militieraad bevoegd om met de vermoedelijke inkomsten van het volgende jaar rekening te houden.

§ 3. Indien de aanvraag, uitgaande van een tot vervroegde oproeping toegelaten ingeschrevene, wordt ingewilligd, wordt het buitenlandse uitstel, in afwijking van de bepalingen van artikel 10, § 1, toegestaan met de lichteing genoemd naar het jaar waarin hij de leeftijd van 18 jaar bereikt.

Een eventuele vrijlating met toepassing van artikel 12, § 1, 5°, kan evenwel slechts worden verleend vanaf de lichteing genoemd naar het jaar waarin hij de leeftijd van 24 jaar bereikt.

§ 4. Maakt de belanghebbende deel uit van het contingent van een latere lichteing, dan wordt hem de eventueel reeds volbrachte diensttijd aangerekend. »

Art. 10. Artikel 12 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1974, 30 juli 1974, 1 december 1976, 17 december 1979 en 9 juli 1982, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 12. § 1. Van dienst in vreedstijd kan worden vrijgelaten en wordt, wat de duur van de militaire verplichtingen betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen van de lopende lichteing :

1° De ingeschrevene, weduwnaar gebleven met één of meer kinderen;

2° De ingeschrevene die vóór de leeftijd van 24 jaar ten minste één wettig of één in de zin van artikel 17, § 1, 2°, daarmee gelijkgesteld kind ten laste heeft, die de onmisbare kostwinner is van zijn gezin en die geen houder is van het diploma van kandidaat in de geneeskundige wetenschappen;

3° De ingeschrevene, die ten minste vijf broeders of zusters in leven heeft, op voorwaarde dat geen enkele broeder, als lid van een groot gezin, reeds ontheffing of vrijlating van dienst in vreedstijd heeft verkregen.

Evenwel kan een tweede lid van het gezin de vrijlating om die reden verkrijgen op voorwaarde dat de eerste rechthebbende overleden is of afstand heeft gedaan van het genot van deze vrijlating.

Indien aan die vereisten wordt voldaan door verscheidene broeders die tot dezelfde lichteing behoren en hun aanspraken rechtmatig doen gelden, wordt de vrijlating alleen aan de oudste verleend;

4° De ingeschrevene van wie twee broeders of zusters hun werkelijke dienst hebben volbracht.

Worden geacht hun werkelijke dienst te hebben volbracht de broeders of zusters in werkelijke dienst met toepassing van de artikelen 2bis, 66, § 1, eerste lid, of 87, of die, tijdens of na het vervullen van deze dienst, met onbepaald of definitief verlof zijn gezonden, in beschikbaarheid zijn gesteld, wegens ziekte of lichaamsgebrek op reform zijn gesteld of die in een van deze toestanden zijn overleden.

Wordt insgelijks aangezien als een broederdienst het feit dat de vader, moeder, broeder of zuster van de dienstplichtige :

a) als militair of verzetslid gedood werd tijdens de krijgsvieringen of gestorven is ingevolge verwondingen veroorzaakt door de vijand, dan wel ingevolge ziekte opgedaan of verergerd wegens militaire dienst tijdens de oorlog of in het verzet;

b) als krijgsgevangene, politieke gevangene of gedeporteerde, gestorven is tijdens of ingevolge zijn/haar internering of deportatie;

c) wegens zijn/haar vaderlandslievende houding door partijgangers of handlangers van de vijand werd vermoord;

d) door de vijand werd terechtgesteld;

e) als politieke gevangene een gevangenschap van ten minste zes maanden heeft ondergaan;

f) als krijgsgevangene een gevangenschap van ten minste negen semesters heeft ondergaan;

g) als rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen een pensioen ontvangt voor een invaliditeit van ten minste 66 pct., te wijten aan oorlogsfeiten of daarmee gelijkgestelde feiten.

Als broederdienst wordt niet beschouwd :

a) het feit dat een broeder de hoedanigheid van militair heeft verkregen in het rekruterings- en selectiecentrum en huiswaarts is gezonden in afwachting van zijn oproeping voor de werkelijke dienststermijn, tenzij hij in deze toestand is overleden;

b) het feit dat een dienstplichtige broeder gedurende zijn werkelijke dienststermijn een of meer spoedverloven, bedoeld in artikel 72, heeft verkregen die de helft van de werkelijke dienststermijn waartoe hij was gehouden, overschrijden;

5° De ingeschrevene die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en de voorwaarden vervuld gesteld in artikel 10, § 1, 1°, of in artikel 11;

6° L'inscrit qui est orphelin de père ou de mère et qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit les conditions visées à l'article 10, § 1er, 2°, littéra a;

7° L'inscrit qui est orphelin de père et de mère, qui en raison de son âge n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions visées à l'article 10, § 1er, 2°, littéra b;

8° L'inscrit qui est devenu Belge ou à qui la qualité de Belge a été reconnue après l'âge de 32 ans, ou après avoir satisfait à des obligations de service actif dans son pays d'origine, dans son pays de résidence ou dans le pays dont il possède également la nationalité;

9° L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux sept premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions déterminées à l'article 10, § 2, 2°.

§ 2. L'inscrit qui, après l'expiration du délai prévu pour l'introduction des demandes, vient à remplir les conditions mentionnées au § 1er, 2°, 3°, 4°, ou à l'article 13, peut encore obtenir la dispense s'il introduit sa demande avant le 1er janvier de l'année de la levée dont il fait partie.

Lorsque plusieurs frères font partie de la même levée et que chacun d'eux demande à bénéficier de la dispense sur base du service de l'autre, le droit du plus jeune l'emporte.

§ 3. La dispense ne peut être accordée à un milicien comme indispensable soutien de famille si un frère en vie a déjà bénéficié pour le même motif de la dispense.

Toutefois, un second membre de la famille est en droit d'obtenir la dispense pour ce motif à condition que le premier bénéficiaire en vie ait renoncé au bénéfice de cette dispense ou soit marié et fasse partie d'une levée antérieure de cinq ans au moins à celle du demandeur.

Art. 11. La section IV du chapitre IV des mêmes lois, comprenant l'article 13, est abrogée.

Art. 12. Il est inséré dans la section III du chapitre IV des mêmes lois un article 13 rédigé comme suit :

« Article 13. Est en droit d'être dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de la levée en cours, l'inscrit dont un frère ou une sœur a accompli un service actif ou est considéré comme l'ayant accompli conformément à l'article 12, § 1er, 4°, pour autant qu'il fasse partie de l'une des catégories reprises dans l'arrêté visé à l'alinéa 2.

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Défense nationale, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine chaque année les catégories de miliciens qui peuvent invoquer un service de frère au sens repris ci-dessus.

Cet arrêté est publié au *Moniteur belge* avant le 31 décembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle les demandes de dispense doivent être introduites.

Il donne la préférence successivement aux inscrits :

a) dont le père, la mère, le frère ou la sœur est mort pour la patrie, en qualité de militaire, d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire, de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés, pour autant que le décès soit la conséquence des faits dommageables ayant donné lieu à l'octroi de la pension, ou en raison de son attitude patriotique;

b) dont le père, la mère, le frère ou la sœur a la qualité d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire ou de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés;

c) dont le frère ou la sœur en activité de service en application des articles 2bis, 66, § 1er, alinéa premier, ou 87, est décédé en service commandé;

d) dont le frère ou la sœur a participé à une campagne de l'armée belge ou de la Force publique;

e) qui appartiennent à une famille qui compte au moins quatre enfants en vie, à condition que les ressources cumulées de ses père et mère ou des personnes qui y sont assimilées en vertu de l'article 10, § 1er, 1°, deuxième alinéa, ne soient pas supérieures au montant fixé par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, étant entendu que les dispositions de l'article 10, § 1er, 1°, alinéas 4 à 9, sont également d'application. »

6° De ingeschrevene die wees is van vader of van moeder, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, de voorwaarden vervult bedoeld in artikel 10, § 1, 2°, a;

7° De ingeschrevene die wees is van vader en moeder, die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, sedert ten minste twee jaar de voorwaarden vervult bedoeld in artikel 10, § 1, 2°, b;

8° De ingeschrevene die Belg is geworden of wiens hoedanigheid van Belg werd erkend na de leeftijd van 32 jaar, of na zijn werkelijke dienst te hebben volbracht in zijn land van herkomst, in zijn land van verblijf of in het land waarvan hij eveneens de nationaliteit bezit;

9° De ingeschrevene die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste zeven uitstellen en die, bij het indienen van zijn aanvraag, sedert ten minste twee jaar de voorwaarden vervult gesteld in artikel 10, § 2, 2°.

§ 2. De ingeschrevene die eerst na het verstrijken van de termijn gesteld voor het indienen van de aanvragen de voorwaarden vervult gesteld in § 1, 2°, 3° en 4°, of in artikel 13, kan alsnog de vrijlating verkrijgen indien hij zijn aanvraag indient vóór 1 januari van zijn lichtingsjaar.

Wanneer twee broeders tot dezelfde lichte behoren en elk van hen vraagt om de vrijlating te verkrijgen op grond van de dienst van de andere, heeft de jongste de voorrang.

§ 3. De vrijlating kan niet worden verleend aan een dienstplichtige als onmisbare kostwinner, zo een nog in leven zijnde broeder reeds om dezelfde reden de vrijlating heeft bekomen.

Een tweede lid van het gezin kan nochtans de vrijlating om die reden bekomen op voorwaarde dat de eerste nog in leven zijnde rechthebbende het genot van deze vrijlating heeft verzaakt of gehuwd is en deel uitmaakt van een lichte welke aan die van de aanvrager ten minste vijf jaar voorafgaat. »

Art. 11. Afdeling IV van hoofdstuk IV van dezelfde wetten, bevattende artikel 13, wordt opgeheven.

Art. 12. In afdeling III van hoofdstuk IV van dezelfde wetten wordt een artikel 13 ingevoegd, luidende :

« Artikel 13. Van dienst in vreedstijd kan worden vrijgelaten en wordt, wat de duur van de militaire verplichtingen betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen van de lopende lichte, de ingeschrevene van wie één broeder of één zuster een werkelijke dienst heeft volbracht of overeenkomstig artikel 12, § 1, 4°, wordt geacht volbracht te hebben, op voorwaarde dat hij behoort tot een van de categorieën vermeld in het besluit bedoeld in het tweede lid.

Op voorstel van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Landsverdediging, bepaalt de Koning ieder jaar, bij in Ministerraad overlegd besluit, de categorieën van dienstplichtigen die een broederdienst in de hiervoor vermelde zin kunnen inroepen.

Dit besluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt vóór 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvragen om vrijlating moeten worden ingediend.

Het geeft achtereenvolgens de voorkeur aan de ingeschrevenen :

a) van wie de vader, de moeder, de broeder of de zuster voor het vaderland is gestorven als militair, agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politieke gevangene, gedepoteerde, werkweigeraar, rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmee gelijkgestelde feiten, voor zover het overlijden het gevolg is van de schadelijke feiten die aanleiding gaven tot toekenning van het pensioen, of ingevolge zijn vaderlandslievende houding;

b) van wie de vader, de moeder, de broeder of de zuster de hoedanigheid bezit van agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politieke gevangene, gedepoteerde, werkweigeraar of rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmee gelijkgestelde feiten;

c) van wie de broeder of de zuster in werkelijke dienst met toepassing van de artikelen 2bis, 66, § 1, eerste lid, of 87, gestorven is in bevolen dienst;

d) van wie de broeder of de zuster heeft deelgenomen aan een veldtocht van het Belgisch leger of van de Weermacht;

e) die tot een gezin behoren dat ten minste vier kinderen in leven telt, op voorwaarde dat de samengevoegde inkomsten van hun vader en moeder of van de personen die artikel 10, § 1, 1°, tweede lid, daarmee gelijkstelt, niet hoger liggen dan het bedrag bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, met dien verstande dat de bepalingen van artikel 10, § 1, 1°, vierde tot negende lid, eveneens van toepassing zijn. »

Art. 13. Les sections V à VIII du chapitre IV des mêmes lois deviennent les sections IV à VII.

Art. 14. L'article 18 des mêmes lois, modifié par les lois du 9 mai 1969 et du 1er décembre 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. § 1er. Est en droit d'être exempté du service militaire l'inscrit qui s'engage à accomplir :

1° une œuvre de mission en dehors de l'Europe;

2° des prestations dans ou pour le compte d'une organisation nationale ou internationale, qui répondent aux conditions fixées par le Roi sur proposition des Ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale et dont l'objet social est la coopération au développement. Les catégories de professions, les qualifications requises, la nature des prestations et les pays situés en dehors de l'Europe auxquels s'applique cette disposition sont déterminés conjointement par les Ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Défense nationale.

Cette œuvre de mission ou ces prestations doivent prendre cours dans un délai maximum de six mois à dater de l'arrêté d'exemption pris par le Ministre de l'Intérieur.

Le Roi détermine les modalités de contrôle de l'exécution de l'œuvre de mission et des prestations visées au présent paragraphe.

§ 2. Dans les limites de la durée des obligations militaires, l'œuvre de mission ou les prestations visées au § 1er, doivent être accomplies dans les trois ans qui suivent la date à laquelle elles ont pris cours et d'une manière effective pendant vingt-deux mois au moins.

§ 3. L'exemption prend fin par la constatation faite par le Ministre de l'Intérieur que la condition visée au § 2 n'a pas été remplie ou que le délai de six mois visé au § 1er n'a pas été respecté.

En cas de retrait en vertu de l'alinéa précédent, aucune nouvelle exemption ne peut être accordée.

§ 4. Le milicien dont l'exemption a pris fin par application du § 3 est inscrit sur les listes de milice de la levée en cours, sauf s'il ne peut plus participer aux opérations de cette levée, auquel cas il est inscrit sur les listes de milice de la levée suivante. Il suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de cette levée.

§ 5. Le milicien qui a réuni les conditions visées au § 2 est reversé dans la réserve de recrutement comme milicien dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de la levée avec laquelle il a été exempté.

§ 6. En temps de guerre, par dérogation à l'article 1er, 10°, le Ministre de l'Intérieur peut reverser dans la réserve de recrutement les miliciens exemptés en vertu du § 1er.

§ 7. Le milicien peut renoncer par écrit à l'exemption auprès du Ministre de l'Intérieur. Il est inscrit sur les listes de milice de la levée en cours, sauf si la renonciation est intervenue après le 25 juillet, auquel cas il est inscrit sur les listes de milice de la levée suivante.

Cette renonciation est définitive. »

Art. 15. A l'article 17 des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, 1°, les mots « de la famille » sont remplacés par les mots « du ménage »;

2° au § 1er, 2°, les mots « de la famille » sont remplacés par les mots « du ménage »;

3° au § 3, les mots « qui s'est vu reconnaître » sont remplacés par les mots « à qui est reconnue ».

Art. 16. Dans l'article 18, alinéa 2, des mêmes lois, y inséré par la loi du 1er décembre 1976, les mots « et par le fait du service » sont remplacés par le mot « commandé ».

Art. 17. A l'article 20 des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les demandes de sursis et de dispense pour cause morale peuvent néanmoins être introduites après l'expiration des délais, mais avant le 1er janvier de l'année de la levée, pour autant que le demandeur remplisse déjà, avant l'expiration des délais, les conditions requises et invoque, pour être relevé de la forclusion, des motifs exceptionnels à apprécier par les juridictions de milice.

Si par l'octroi du sursis après son appel au service actif, l'intéressé est compris dans le contingent d'une levée ultérieure, il lui sera tenu compte du temps qu'il aura déjà passé sous les armes. »

Art. 13. De afdelingen V tot VIII van hoofdstuk IV van dezelfde wetten worden de afdelingen IV tot VII.

Art. 14. Artikel 18 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1969 en 1 december 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 18. § 1. Op vrijstelling van de militaire dienst heeft recht de ingeschrevene die zich verbindt tot het vervullen :

1° van een missiewerk buiten Europa;

2° van prestaties in of voor rekening van een nationale of internationale organisatie die beantwoordt aan de voorwaarden bepaald door de Koning op voorstel van de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Landsverdediging en waarvan het doel de ontwikkelings samenwerking is. De categorieën van beroepen, de vereiste kundigheden, de aard van de prestaties en de landen buiten Europa waarop deze bepaling van toepassing is, worden in gemeen overleg door de Ministers van Binnenlandse Zaken, van Buitenlandse Zaken en van Landsverdediging bepaald.

Dit missiewerk of deze prestaties moeten een aanvang nemen binnen een termijn van ten hoogste zes maanden te rekenen van het vrijstellingsbesluit, genomen door de Minister van Binnenlandse Zaken.

De Koning bepaalt de maatregelen van toezicht op de uitvoering van het missiewerk en van de prestaties bedoeld in deze paragraaf.

§ 2. Binnen de grenzen van de duur van de militaire verplichtingen moeten het missiewerk of de prestaties bedoeld in § 1 volbracht worden binnen drie jaren volgend op de datum waarop zij een aanvang hebben genomen en dit op een daadwerkelijke wijze gedurende ten minste tweeëntwintig maanden.

§ 3. De vrijstelling neemt een einde door de vaststelling door de Minister van Binnenlandse Zaken dat de voorwaarde bedoeld in § 2 niet vervuld is of dat de termijn van 6 maanden, bedoeld in § 1, niet werd nageleefd.

In geval van intrekking overeenkomstig het vorig lid, kan geen enkele nieuwe vrijstelling meer worden verleend.

§ 4. De dienstplichtige wiens vrijstelling een einde heeft genomen met toepassing van § 3, wordt ingeschreven op de milietijdsten van de lopende lichting, tenzij hij niet meer kan deelnemen aan de verrichtingen van deze lichting, in welk geval hij ingeschreven wordt op de milietijdsten van de volgende lichting. Hij wordt ten aanzien van de duur van de militaire verplichtingen behandeld als dienstplichtige van die lichting.

§ 5. De dienstplichtige die de in § 2 gestelde voorwaarden vervuld heeft, wordt overgebracht naar de werfreserve als dienstplichtige die in vreedstijd van dienst is vrijgelaten en wordt ten aanzien van de duur van de militaire verplichtingen behandeld als dienstplichtige van de lichting waarmee hij werd vrijgesteld.

§ 6. In oorlogstijd kan de Minister van Binnenlandse Zaken, in afwijking van artikel 1, 10°, de krachtens § 1 vrijgestelde dienstplichtigen bij de werfreserve herindelen.

§ 7. De dienstplichtige kan van de vrijstelling schriftelijk afstand doen bij de Minister van Binnenlandse Zaken. Hij wordt ingeschreven op de milietijdsten van de lopende lichting, tenzij wanneer de afstand gedaan wordt na 25 juli, in welk geval hij ingeschreven wordt op de milietijdsten van de volgende lichting.

Deze afstand is definitief. »

Art. 15. In artikel 17 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse tekst van § 1, 1°, worden de woorden « de la famille » vervangen door de woorden « du ménage »;

2° in de Franse tekst van § 1, 2°, worden de woorden « de la famille » vervangen door de woorden « du ménage »;

3° in de Franse tekst van § 3 worden de woorden « qui s'est vu reconnaître » vervangen door de woorden « à qui est reconnue ».

Art. 16. In artikel 18, tweede lid, van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 1 december 1976, worden de woorden « in dienst en ten gevolge van de dienst » vervangen door de woorden « in bevolen dienst ».

Art. 17. In artikel 20 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De aanvragen om uitstel en om vrijlating op morele grond mogen evenwel worden ingediend na het verstrijken van de termijnen, doch vóór 1 januari van het lichtingsjaar voor zover de aanvrager vóór het verstrijken van de termijnen reeds aan de gestelde vereisten voldeed en tot opheffing van het verval uitzonderlijke redenen aanvoert, ter beoordeling van de milieurechtscolleges.

Indien door het verlenen van het uitstel na zijn oproeping voor de werkelijke dienst de belanghebbende deel uitmaakt van het contingent van een latere lichting, wordt hem de reeds volbrachte diensttijd aangerekend. »

2° le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Le sursis et la dispense pour cause morale ne peuvent être octroyés au milicien qui ne remplit pas les conditions requises avant l'expiration du délai réglementaire imparti pour l'introduction des demandes.

Toutefois, dans les cas prévus aux articles 11, § 1er, et 12, § 2, les conditions doivent être remplies au jour de l'introduction de la demande. »

Art. 18. Dans l'article 22 des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976, les mots « la libération » sont supprimés.

Art. 19. L'article 24, § 1er, des mêmes lois, modifié par la loi du 15 mars 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Il y a, par province, un conseil de milice, composé :

- d'un magistrat effectif, suppléant ou honoraire d'un tribunal de première instance, président;
- d'un fonctionnaire du niveau I de l'Administration des contributions directes, membre civil;
- d'un officier de l'armée, membre militaire. »

Art. 20. A l'article 28 des mêmes lois sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« L'opportunité de cette désignation est laissée à l'appréciation du conseil lorsque la personne à examiner réside à l'étranger. »;

2° au § 5, le mot « huit » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 21. L'article 29, § 1er, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Il y a un conseil supérieur de milice, composé :

- d'un président ou conseiller d'une Cour d'appel, président;

- d'un fonctionnaire du niveau I à l'Administration centrale de l'Administration des contributions directes, membre civil;
- d'un officier supérieur de l'armée, membre militaire. »

Art. 22. Dans l'article 32, 4°, des mêmes lois, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 23. Dans l'article 34, alinéa 1er, des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 24. L'article 44 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Article 44. § 1er. Dans les cas prévus à l'article 39, 1° et 2°, le milicien est examiné au siège du conseil en la seule présence des médecins et est entendu par le conseil. Il peut produire tous documents qu'il estime utiles.

§ 2. S'il remplit les conditions de résidence prévues à l'article 46, § 1er, pour subir l'examen médical à l'étranger, il est fait application de l'article 46, §§ 3 à 6.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes précédents, les personnes placées sous statut de minorité prolongée, en vertu des articles 487 bis et suivants du Code civil, sont exemptées et déclarées définitivement inaptes sur production :

- d'une expédition du jugement conférant ce statut;
- d'une attestation délivrée par le bourgmestre de la commune où elles ont leur résidence principale, certifiant que ce statut n'a pas pris fin.

Pour les personnes résidant à l'étranger, ladite attestation est délivrée par le chef de la mission diplomatique ou du poste consulaire. »

Art. 25. Dans l'article 48, alinéa 1er, des mêmes lois, le mot « huit » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 26. Dans l'article 51, § 2, des mêmes lois, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 27. Dans l'article 72, § 1er, des mêmes lois, le mot « limités » est supprimé.

Art. 28. L'intitulé du chapitre IX des mêmes lois est remplacé par l'intitulé suivant :

« De l'affectation au service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général. »

Art. 29. L'article 87 des mêmes lois, inséré par la loi du 1er décembre 1976 et modifié par la loi du 10 janvier 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 87. Si le nombre de miliciens d'une même classe, reconnus aptes au service, dépasse les nécessités, les miliciens en excédent peuvent, avec leur accord, être affectés au service de la

2° § 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. Uitstel of vrijlating op morele grond kan niet worden verleend aan de dienstplichtige die niet aan de gestelde vereisten voldoet vóór het einde van de reglementaire termijn die voor de indiening van de aanvragen is bepaald.

In de gevallen bepaald bij de artikelen 11, § 1, en 12, § 2, moeten de voorwaarden evenwel vervuld zijn op de dag van de indiening van de aanvraag. »

Art. 18. In artikel 22 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt het woord « ontheffing » geschrapt.

Art. 19. Artikel 24, § 1, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. In elke provincie is er een militieraad, samengesteld uit :

- een werkend, plaatsvervangend of eremagistraat uit een rechtbank van eerste aanleg, als voorzitter;
- een ambtenaar van niveau I van de Administratie der directe belastingen, als burgerlijk lid;
- een legerofficier, als militair lid. »

Art. 20. In artikel 28 van dezelfde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 3 wordt tussen het eerste en tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De wenselijkheid van deze aanwijzing wordt aan de beoordeling van de raad overgelaten indien de te onderzoeken persoon in het buitenland verblijft. »;

2° In § 5 wordt het woord « acht » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 21. Artikel 29, § 1, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Er is een hoge militieraad, samengesteld uit :

- een voorzitter of raadsheer uit een Hof van beroep, als voorzitter;

- een ambtenaar van niveau I van het Hoofdbestuur van de Administratie der directe belastingen, als burgerlijk lid;
- een hoofdofficier van het leger, als militair lid. »

Art. 22. In artikel 32, 4°, van dezelfde wetten, wordt het woord « vijftien » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 23. In artikel 34, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt het woord « vijftien » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 24. Artikel 44 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 44. § 1. In de gevallen bepaald bij artikel 39, 1° en 2°, wordt de dienstplichtige, ten zetel van de raad, in de uitsluitende tegenwoordigheid van de geneesheren gekeurd, en wordt hij door de raad gehoord. Hij mag alle stukken overleggen die hij dienstig acht.

§ 2. Vervult hij de voorwaarden van verblijf bepaald bij artikel 46, § 1, voor de keuring in het buitenland, dan vindt artikel 46, §§ 3 tot 6, toepassing.

§ 3. In afwijking van de vorige paragrafen worden de personen die overeenkomstig de artikelen 487 bis en volgende van het Burgerlijk Wetboek in staat van verlengde minderjarigheid zijn verklaard, vrijgesteld en voorgoed ongeschikt bevonden op overlegging :

- van een uitgifte van het vonnis dat die staat verleent;
- van een getuigschrift uitgereikt door de burgemeester van de gemeente waar zij hun hoofdverblijfplaats hebben, dat bevestigt dat deze staat nog geen einde heeft genomen.

Voor de personen die in het buitenland verblijven, wordt het bedoelde getuigschrift uitgereikt door het hoofd van de diplomatieke zending of van de consulaire post. »

Art. 25. In artikel 48, eerste lid, van dezelfde wetten, wordt het woord « acht » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 26. In artikel 51, § 2, van dezelfde wetten, wordt het woord « vijftien » vervangen door het woord « dertig ».

Art. 27. In artikel 72, § 1, van dezelfde wetten wordt het woord « gewone » geschrapt.

Art. 28. Het opschrift van hoofdstuk IX van dezelfde wetten wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Aanwijzing voor de diensten van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang. »

Art. 29. Artikel 87 van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 1 december 1976 en gewijzigd bij de wet van 10 januari 1978, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 87. Indien het aantal dienstplichtigen van een zelfde klasse, die geschikt verklaard zijn voor de dienst, de behoeften overtreft, kunnen de dienstplichtigen in overtal, met hun toestemming,

protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général. Ils jouissent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que les autres miliciens.

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre de l'Intérieur, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les conditions de ces affectations ainsi que les modalités d'application des dispositions du présent article. »

Art. 30. L'article 87bis des mêmes lois, y inséré par la loi de redressement du 31 juillet 1984, est abrogé.

Art. 31. L'article 97 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Article 97. Le sursis, la dispense, l'exemption ou l'ajournement peut être retiré lorsque le milicien a employé des manœuvres frauduleuses ou a sciemment donné ou laissé donner des renseignements inexacts ou incomplets dans le but de l'obtenir.

Le conseil de milice et le conseil de révision sont compétents, chacun dans les matières qui lui sont propres, pour statuer sur ces retraits.

Si la mesure dont le retrait est demandé a été décidée par le conseil supérieur de milice, celui-ci est seul compétent pour statuer sur ce retrait.

La juridiction est saisie par le Ministre de l'Intérieur. Elle ne se prononce qu'après avoir invité l'intéressé à présenter sa défense verbalement ou par écrit. Dans tous les cas, la décision est réputée contradictoire.

Le retrait ne peut intervenir plus d'un an après le jour où la première décision est passée en force de chose jugée. Toutefois, ce délai est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique si celle-ci est engagée en raison de faits qui peuvent justifier le retrait; il est prorogé, en cas de condamnation, jusque deux ans après le jour où la condamnation est passée en force de chose jugée.

Lorsque le retrait est prononcé, l'intéressé est traité comme réfractaire. Toutes les dispositions de l'article 7 lui sont applicables. »

Art. 32. A l'article 106, 2° et 3°, des mêmes lois sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « ou » est inséré entre les mots « une exemption » et « un ajournement » ;

2° les mots « la libération ou la désignation pour le contingent spécial » sont supprimés.

Art. 33. Le chapitre XIII des mêmes lois est abrogé.

Art. 34. L'article 118 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Article 118. § 1er. L'inscrit qui, avec la levée de 1987, a obtenu au moins un sursis sur la base de l'article 10, § 1er, 3° ou § 4, 2°, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1982, dans la rédaction qu'avait cet article avant l'entrée en vigueur de la présente loi, peut obtenir sur cette base autant de sursis qu'il est nécessaire pour bénéficier de la dispense prévue à l'article 12, § 1er, 2°, desdites lois, dans la rédaction qu'avait cet article avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 2. L'inscrit qui, avec la levée de 1987, a obtenu au moins un sursis sur la base de l'article 10, § 4, 5°, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1982, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1er décembre 1976, peut obtenir sur cette base autant de sursis qu'il est nécessaire pour bénéficier de la dispense prévue à l'article 12, § 1er, 1°, desdites lois, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1er décembre 1976.

§ 3. La dispense qui a été accordée sur la base de l'article 12, § 1er, 8°, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1982, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1er décembre 1976, est retirée si le bénéficiaire fait l'objet d'une inscription aux registres de population d'une commune belge au plus tard le 31 décembre de l'année pendant laquelle il atteint l'âge de 23 ans.

La juridiction de milice qui a accordé la dispense est compétente pour statuer sur ce retrait. Elle est saisie par le Ministre de l'Intérieur ou par son délégué.

Elle ne se prononce qu'après avoir invité l'intéressé à présenter sa défense verbalement ou par écrit.

Dans tous les cas, la décision est réputée contradictoire.

aangewezen worden voor de dienst van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang. Zij genieten dezelfde rechten en zijn onderworpen aan dezelfde verplichtingen als de andere dienstplichtigen.

Op voorstel van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden van die aanwijzingen alsmede de nadere regels voor de toepassing van dit artikel. »

Art. 30. Artikel 87bis, ingevoegd in dezelfde wetten door de herstellwet van 31 juli 1984, wordt opgeheven.

Art. 31. Artikel 97 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 97. Het uitstel, de vrijlating, de vrijstelling of de voorlopige afkeuring kan worden ingetrokken indien de dienstplichtige, om ze te verkrijgen, zich aan bedrieglijke praktijken heeft schuldig gemaakt of wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt of heeft laten verstrekken.

De militieraad en de herkeuringsraad zijn, ieder op zijn gebied, bevoegd om over die intrekking uitspraak te doen.

Is de maatregel waarvan de intrekking wordt gevraagd, uitgegaan van de hoge militieraad, dan is deze alleen bevoegd om over die intrekking uitspraak te doen.

De zaak wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken bij het rechtscollege aanhangig gemaakt. Het doet eerst uitspraak na de belanghebbende te hebben verzocht zijn verweermiddelen mondeling of schriftelijk voor te dragen. In alle gevallen wordt de beslissing geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

De intrekking kan niet uitgesproken worden meer dan één jaar na de dag waarop de eerste beslissing in kracht van gewijsde is gegaan. Nochtans wordt die termijn geschorst zolang over de strafvordering niet definitief is beslist, wanneer deze vordering werd ingesteld op grond van feiten die de intrekking kunnen rechtvaardigen; in geval van veroordeling wordt deze termijn verlengd tot twee jaar na de dag waarop de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan.

Wanneer de intrekking is uitgesproken wordt de belanghebbende als wederspanning beschouwd. Al de bepalingen van artikel 7 zijn op hem toepasselijk. »

Art. 32. In artikel 106, 2° en 3°, van dezelfde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « of » wordt ingevoegd tussen de woorden « vrijstelling » en « voorlopige afkeuring » ;

2° de woorden « ontheffing of aanwijzing voor het speciaal contingent » worden geschrapt.

Art. 33. Hoofdstuk XIII van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Art. 34. Artikel 118 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 118. § 1. De ingeschrevene die met de lichte 1987 ten minste één uitstel verkregen heeft op grond van artikel 10, § 1, 3° of § 4, 2°, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1982, zoals het artikel geformuleerd was vóór de inwerkingtreding van deze wet, kan op basis hiervan zoveel uitstellen verkrijgen als nodig is om in aanmerking te komen voor de vrijlating, bepaald in artikel 12, § 1, 2°, van de genoemde wetten, zoals het artikel geformuleerd was vóór de inwerkingtreding van deze wet.

§ 2. De ingeschrevene die met de lichte 1987 ten minste één uitstel verkregen heeft op grond van artikel 10, § 4, 5°, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1982, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976, kan op basis hiervan zoveel uitstellen verkrijgen als nodig is om in aanmerking te komen voor de vrijlating, bepaald in artikel 12, § 1, 1°, van de genoemde wetten, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976.

§ 3. De vrijlating die verleend is op grond van artikel 12, § 1, 8°, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1982, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976, wordt ingetrokken indien de begunstigde ten laatste op 31 december van het jaar waarin hij de leeftijd van 23 jaar bereikt, in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente is ingeschreven.

Het militierechtscollege dat de vrijlating heeft toegestaan, is bevoegd om zich over die intrekking uit te spreken. De zaak wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken of door zijn gemachtigde bij het rechtscollege aanhangig gemaakt.

Het doet eerst uitspraak na de belanghebbende te hebben verzocht zijn verweermiddelen mondeling of schriftelijk voor te dragen.

In alle gevallen wordt de beslissing geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

Le retrait ne peut intervenir plus d'un an après l'inscription aux registres de population.

Lorsque le retrait est prononcé, l'intéressé est inscrit sur les listes de milice de la levée en cours. »

Art. 35. L'article 119 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

« Article 119. Par dérogation à l'article 1er, 12°, des présentes lois, le Ministre de la Défense nationale peut accorder la libération du service actif aux miliciens de la levée de 1987, reconnus aptes au service et qui réunissent les conditions qui étaient prévues à l'article 87, § 1er, b, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1er décembre 1976. »

Art. 36. L'article 120 des mêmes lois est abrogé.

Art. 37. Aux articles 8, 20, § 1er, 1°, 43, § 4, 60 et 65 des mêmes lois, l'expression « vervroegde dienstneming » dans le texte néerlandais est remplacée par l'expression « vervroegde oproeping ».

Art. 38. Le Roi peut coordonner les dispositions législatives relatives à la milice et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Art. 39. § 1er. A l'article 22 des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, alinéa 1er, les mots « à l'ajournement et à la libération » sont remplacés par les mots « et à l'ajournement »;

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Pour l'application des lois coordonnées sur la milice aux membres de la famille de l'objecteur de conscience, le service de l'objecteur visé aux articles 18 et 19 et la dispense de ce service sont assimilés au service militaire actif et à la dispense de ce service. »

§ 2. L'article 25 des mêmes lois est abrogé.

Art. 40. Les miliciens de la levée de 1988 peuvent introduire une demande de sursis et de dispense pour cause morale auprès de l'administration communale du domicile de milice entre le 1er janvier 1987 et le trentième jour qui suit la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 41. Est en droit d'être dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de la levée en cours, le milicien de la levée de 1988 dont un frère ou une sœur a accompli un service actif ou est considéré comme ayant accompli conformément à l'article 12, § 1er, 4°, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, pour autant qu'il fasse partie de l'une des catégories suivantes :

a) avoir un père, un frère, un frère ou une sœur qui est mort pour la patrie, en qualité de militaire, d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire, de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés, pour autant que le décès soit la conséquence des faits dommageables ayant donné lieu à l'octroi de la pension, ou en raison de son attitude patriotique;

b) avoir un père, une mère, un frère ou une sœur qui a la qualité d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire ou de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés;

c) avoir un frère ou une sœur qui, en activité de service en application des articles 2 bis, 66, § 1er, alinéa premier, ou 87 des mêmes lois, est décédé en service commandé;

d) avoir un frère ou une sœur qui a participé à une campagne de l'armée belge ou de la Force publique;

De intrekking kan niet uitgesproken worden meer dan één jaar na de inschrijving in de bevolkingsregisters.

Wanneer de intrekking is uitgesproken, wordt de belanghebbende ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichteing. »

Art. 35. Artikel 119 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 119. In afwijking van artikel 1, 12°, van deze wetten kan de Minister van Landsverdediging de ontheffing van de werkelijke dienst verlenen aan de voor de dienst geschikt bevonden dienstplichtigen van de lichteing 1987 die de voorwaarden vervullen die bepaald waren bij artikel 87, § 1, b, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976. »

Art. 36. Artikel 120 van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Art. 37. In de Nederlandse tekst van de artikelen 8, 20, § 1, 1°, 43, § 4, 60 en 65 van dezelfde wetten wordt de uitdrukking « vervroegde dienstneming » vervangen door de uitdrukking « vervroegde oproeping ».

Art. 38. De Koning kan de wetsbepalingen betreffende de dienstplicht en de bepalingen welke deze, op het tijdstip van de coördinatie, uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd zouden hebben, coördineren.

Daartoe kan Hij :

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn.

Art. 39. § 1. In artikel 22 van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, worden de woorden « de voorlopige afkeuring en de ontheffing » vervangen door de woorden « en de voorlopige afkeuring »;

2° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Voor de toepassing van de gecoördineerde dienstplichtwetten op de leden van het gezin van de gewetensbezwaarde, wordt de dienst van de gewetensbezwaarde, bedoeld in de artikelen 18 en 19 en de vrijlating van die dienst gelijkgesteld met de actieve militaire dienst en met de vrijlating van die dienst. »

§ 2. Artikel 25 van dezelfde wetten wordt opgeheven.

Art. 40. De dienstplichtigen van de lichteing 1988 kunnen een aanvraag om uitstel en om vrijlating op morele grond indienen bij het gemeentebestuur van de militiewoonplaats tussen 1 januari 1987 en de dertigste dag die volgt op de datum waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 41. Van dienst in vredestand kan worden vrijgelaten en wordt, wat de duur van de militaire verplichtingen betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen van de lopende lichteing, de dienstplichtigen van de lichteing 1988 van wie één broeder of één zuster een werkelijke dienst heeft volbracht of overeenkomstig artikel 12, § 1, 4°, van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, wordt geacht volbracht te hebben, op voorwaarde dat hij tot een van de hierna volgende categorieën behoort :

a) een vader, een moeder, een broeder of een zuster hebben die voor het vaderland is gestorven als militair, agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politieke gevangene, gedeporteerde, werkweigeraar, rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmee gelijkgestelde feiten, voor zover het overlijden het gevolg is van de schadelijke feiten die aanleiding gaven tot toekenning van het pensioen, of ingevolge zijn vaderlandslievende houding;

b) een vader, een moeder, een broeder of een zuster hebben die de hoedanigheid bezit van agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politieke gevangene, gedeporteerde, werkweigeraar of rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of verordenende bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmee gelijkgestelde feiten;

c) een broeder of een zuster hebben die in werkelijke dienst met toepassing van de artikelen 2 bis, 66, § 1, eerste lid, of 87 van dezelfde wetten, gestorven is in bevolen dienst;

d) een broeder of een zuster hebben die heeft deelgenomen aan een veldtocht van het Belgisch leger of van de Weermacht;

e) appartenir à une famille qui compte au moins quatre enfants en vie, à condition que les ressources cumulées des père et mère ou des personnes qui y sont assimilées en vertu de l'article 10, § 1er, 1^o, deuxième alinéa, des mêmes lois, ne soient pas supérieures à 360 000 francs, augmentées d'un quart par personne à charge au sens des dispositions légales concernant l'impôt des personnes physiques, ou du montant des allocations familiales immunisé dudit impôt pour les personnes à charge à l'égard desquelles ce montant excède le quart. »

Art. 42. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1987, à l'exception de l'article 14, qui entre en vigueur le 1er janvier 1988.

Toutefois, en ce qui concerne le sursis, la dispense et la suppression de la libération visée à l'article 29 de la présente loi, elle sera applicable, pour la première fois, aux miliciens de la levée de 1988.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. MICHEL

Le Ministre de la Défense nationale,

F.-X. de DONNEA

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 87 — 1089

15 JUNI 1987. — Arrêté royal
fixant la durée du terme de service actif
des miliciens

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, notamment l'article 66, § 1^{er}, modifié par les lois des 30 juillet 1974, 13 juillet 1976 et 31 juillet 1984 et l'article 66, § 3, inséré par la loi de redressement du 31 juillet 1984;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 janvier 1987;

— Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}, § 1^{er}. Les miliciens qui ont effectué leur service dans une unité stationnée en Belgique seront envoyés en congé illimité à l'expiration du douzième mois de service actif.

§ 2. Les miliciens qui ont effectué leur service dans une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne, même s'ils n'y ont pas accompli la période de formation de base seront envoyés en congé illimité à l'expiration du dixième mois de service actif.

§ 3. Toutefois, les miliciens qui sont formés pour le cadre des officiers de réserve, y compris les sous-lieutenants miliciens, seront envoyés en congé illimité à l'expiration du treizième mois de service actif.

Art. 2. § 1^{er}. Les miliciens appelés à recevoir la formation de candidat officier de réserve ou de candidat sous-officier de réserve peuvent solliciter une prolongation de trois mois du terme de service actif. Cette prolongation est subordonnée à la réussite de la formation.

§ 2. La prolongation doit être sollicitée au cours du huitième mois de service s'ils sont appelés à recevoir la formation de candidat sous-officier de réserve ou au cours du neuvième mois s'ils sont appelés à recevoir la formation de candidat officier de réserve.

Le chef de corps du milicien peut écarter la demande de prolongation du terme de service actif s'il constate que la conduite ou la manière de servir du milicien est mauvaise.

e) tot een gezin behoren dat ten minste vier kinderen in leven telt, op voorwaarde dat de samengevoegde inkomsten van de vader en de moeder of van de personen die artikel 10, § 1, 1^o, tweede lid, van dezelfde wetten daarmee gelijkstelt, niet hoger liggen dan 360 000 frank, verhoogd met één vierde per persoon ten laste overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake de personenbelasting of met het bedrag van de bij die belasting vrijgestelde kinderbijslag voor de personen ten laste voor wie dit bedrag het vierde overschrijdt. »

Art. 42. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1987, met uitzondering van artikel 14, dat in werking treedt op 1 januari 1988.

Wat betreft het uitstel, de vrijlating en de afschaffing van de ontheffing bedoeld in artikel 29 van deze wet, zal zij evenwel voor de eerste keer van toepassing zijn op de dienstplichtigen van de lichte 1988.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 juni 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. MICHEL

De Minister van Landsverdediging,

F.-X. de DONNEA

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

J. GOL

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 87 — 1089

15 JUNI 1987. — Koninklijk besluit
tot bepaling van de werkelijke diensttijd
van de dienstplichtigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de dienstplichtwetten gecoördineerd op 30 april 1962, inzonderheid op artikel 66, § 1, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1974, 13 juli 1976 en 31 juli 1984 en op artikel 66, § 3, ingevoegd bij de herstellwet van 31 juli 1981;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, verleend op 12 januari 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De dienstplichtigen die hun dienst hebben volbracht bij een eenheid gestationeerd in België zullen met onbepaald verlof worden gezonden bij het verstrijken van de twaalfde maand werkelijke dienst.

§ 2. De dienstplichtigen die hun dienst hebben volbracht bij een in de Bondsrepubliek Duitsland gestationeerde eenheid, ook al hebben zij er de basisopleiding niet doorgemaakt, worden met onbepaald verlof gezonden bij het verstrijken van de tiende maand werkelijke dienst.

§ 3. Evenwel zullen de dienstplichtigen, die gevormd worden voor het kader der reserveofficieren, met inbegrip van de dienstplichtige onderluitenanten, met onbepaald verlof worden gezonden bij het verstrijken van de dertiende maand werkelijke dienst.

Art. 2. § 1. De dienstplichtigen die geroepen zijn tot kandidaat-reserveofficier of tot kandidaat-reserveonderofficier te worden opgeleid kunnen vragen dat de werkelijke diensttijd met drie maanden wordt verlengd. Deze verlenging is onderworpen aan het slagen in de vorming.

§ 2. De verlenging dient te worden aangevraagd in de loop van de achtste maand dienst indien zij geroepen zijn tot kandidaat-reserveofficier te worden opgeleid of tijdens de negende maand indien zij geroepen zijn tot kandidaat-reserveofficier te worden opgeleid.

De korpscommandant van de dienstplichtige kan de aanvraag tot verlenging van de werkelijke diensttijd afwijzen wanneer hij vaststelt dat het gedrag of de wijze van dienen van de dienstplichtige slecht is.